

# Faute de stade national, l'UEFA disqualifie la capitale de l'Europe

Aucun match de l'Euro 2020 des villes ne se déroulera en Belgique. Wembley hérite des quatre matchs prévus à Bruxelles.

MATHIEU COLLEYN  
ET JEAN-FRANÇOIS SACRÉ

**L**asse, l'UEFA n'aura donc pas attendu pour doucher les espoirs belges qui subsistaient. Aucun match de l'Euro 2020 des villes n'aura lieu en Belgique. Le comité exécutif de l'UEFA, réuni hier à Nyon (Suisse), a fait état d'une décision unanime, ce qui témoigne du manque total de confiance de l'UEFA en la capacité de notre pays à livrer à temps un stade répondant aux normes imposées par une compétition internationale majeure comme l'Euro. «Si le stade n'avait pas été fini à temps, il aurait alors été difficile pour nous de trouver une solution alternative», a expliqué jeudi Aleksander Ceferin, président de l'UEFA. Nous étions en discussion avec Bruxelles depuis longtemps. Ils étaient incapables de nous fournir les documents et les garanties. Ils avaient le temps, ils ne l'ont pas fait.»

Les quatre matchs qui devaient avoir lieu à Bruxelles ont donc été accordés à Wembley (Londres) alors que Rome héritait de la ren-

contre d'ouverture de l'Euro 2020. Faute de match dans la capitale européenne, le symbole viendra donc de la ville qui a vu la signature du traité fondateur de l'UE. «Nos Diables Rouges devront partir jouer leurs matchs de groupe dans l'une des autres villes hôtes. Nos supporters devront se déplacer dans toute l'Europe», a déploré Gérard Linard, président de l'Union belge de football. Jusqu'au dernier moment, nous avons tout fait pour obtenir un délai supplémentaire de la part de l'UEFA.» L'Union belge a notamment intensifié son lobby lors

du tirage au sort de la Coupe du monde vendredi à Moscou. Un délai aurait pu permettre à Ghelamco, promoteur du futur stade, d'obtenir son permis. Selon Gérard Linard (président) et Koen De Brabander (CEO) de l'Union belge de football, l'UEFA, et en particulier son président, a été très rigide. Elle ne risquait pourtant rien car des villes comme Londres ou Stockholm étaient prêtes à remplacer Bruxelles si le permis n'avait pas été accordé à Ghelamco.

**La Ville de Bruxelles sonnée**

Sonné, Alain Courtois (MR), échevin des Sports à la Ville de Bruxelles et principale cheville ouvrière de la candidature belge à l'organisation de l'Euro 2020, a «pris acte» de cette décision en confirmant toutefois l'intention de la Ville «de disposer d'un stade national moderne au cœur de la capitale de l'Europe». Au niveau politique, cet échec retentissant n'a pas manqué de confirmer les critiques formulées depuis le début à l'égard de ce projet de stade national. Ecolo évoque un projet «affairiste», le cdH une «gifle» et DéFI «un terrible désaveu pour la crédibilité de la Belgique». La N-VA, souvent accusée d'avoir retardé le projet, estime que les défenseurs de l'Eurostadion ont sous-estimé les difficultés qui se dressaient devant lui.

Un projet lié à l'image de Bruxelles implanté en Flandre ne partait pas avec les bases politiques les plus solides. C'est au printemps 2013 que la Région bruxelloise misait sur le parking C du Heysel pour accueillir le futur stade. Plus de quatre ans plus tard, le projet n'a toujours pas de permis de bâtir. La défaite est totale.

## Les questions qui fâchent après le carton rouge donné à Bruxelles

MATHIEU COLLEYN  
ET JEAN-FRANÇOIS SACRÉ

**L'**UEFA a donc tranché. L'Euro 2020 ne passera pas par la capitale de l'Europe. L'heure est à présent aux questions sur les retombées de cette décision.

### ■ Quel avenir pour le stade?

En théorie, la décision de l'UEFA ne sonne rien de glas du projet de stade national qui fait toujours l'objet d'une demande de permis d'urbanisme pendante au niveau des autorités flamandes. La Ville de Bruxelles a manifesté sa volonté de maintenir le projet et il n'est certainement pas dans les intentions du promoteur Ghelamco de renoncer à un complexe aussi prometteur en bordure du ring. Par ailleurs, Ghelamco est fort d'avoir

remporté une procédure de mise en concurrence qui, naturellement, engage les pouvoirs publics qui l'ont lancée. Rappelons que le terrain du parking C et situé à Grimbergen, certes, mais est initialement propriété de la Ville de Bruxelles et fait l'objet d'une emphytéose conditionnée à la construction d'un stade. Rompre pareil contrat pourrait s'avérer pour le moins hasardeux. Cela dit, l'échec de la candidature de la Belgique à l'organisation de l'Euro 2020 va relancer le débat autour du sort à réserver au stade Roi Baudouin. Si la construction d'un nouveau stade au parking C conduirait à sa destruction, un échec du projet Ghelamco pourrait relancer l'idée d'une rénovation ou d'une démolition-reconstruction.

En attendant, l'Union belge va entamer en janvier des négociations avec la Ville de Bruxelles pour prolonger le bail du stade Roi Baudouin en attendant l'éventuel nouveau stade. Le bail actuel s'achève en mai 2018. Sa

prolongation est indispensable car jouer à Bruges ou à Sclessin entraîne un gros manque à gagner pour la fédération vu l'étroitesse de leurs installations.

### ■ Quel impact pour Neo?

Le vaste projet de réhabilitation du plateau du Heysel porté par la Ville de Bruxelles, le projet Neo, doit-il craindre les conséquences d'un échec dans le dossier de la construction d'un nouveau stade? Absolument pas, répond-on du côté de Bruxelles. Le projet, initié en 2006 et qui s'articule autour d'un nouveau centre de congrès encore à ériger, n'a pas été conçu en fonction du stade. Aucune affectation pour l'espace éventuellement libéré par la destruction du stade Roi Baudouin n'a encore été arrêtée. Elle ne le sera que dans une phase ultérieure du projet Neo, assure-t-on. Par contre, les conditions d'utilisation d'une nouvelle voie d'accès au Ring pour laquelle la Ville de Bruxelles dis-

## UN FIASCO EN QUATRE DATES

### ■ Mai 2013

Le gouvernement bruxellois décide d'implanter un nouveau stade national sur le site du parking C, sur le plateau du Heysel.

### ■ Septembre 2014

L'UEFA sélectionne Bruxelles parmi les 13 villes qui accueilleront l'Euro 2020.

### ■ Juin 2015

Ghelamco est retenu pour construire le stade. Un accord est conclu avec le Sporting d'Anderlecht, pour l'occuper.

### ■ Décembre 2017

Faute de garanties, l'UEFA retire à Bruxelles l'organisation de 4 matchs de l'Euro 2020.

pose d'un permis, éventuellement limitée dans le cadre du projet de stade national, pourrait poser des difficultés au déploiement de Neo.

## ■ Quelles conséquences financières?

Selon une étude de l'Observatoire français de l'économie du sport publiée en janvier dernier, l'impact économique de l'Euro 2016 organisé en France s'est élevé à 1,222 milliard d'euros. Si l'on rapporte ce montant au nombre de matchs disputés (51), on arrive à près de 24 millions d'euros de retombées économiques moyennes par match (sans tenir compte de l'affiche ni de l'enjeu): logement, transport, horeca, etc. Sur la base de ces chiffres français, la capitale belge pouvait donc théoriquement s'attendre à une petite centaine de millions d'euros de retombées économiques, dont 240.000 nuitées selon la Brussels Hotel Association.

## POLITIQUE

### UN PROJET MORT-NÉ

L'épisode du stade national est révélateur de plusieurs fractures belgo-belge. Passons sur le **ridicule dont la Belgique se couvre** sur la scène européenne: la capitale de l'Europe pas même fichue de décrocher un match de l'Euro... européen. Passons et ne passons pas: l'incapacité à faire fonctionner les différents étages de la maison belge **profite, du moins symboliquement, à la N-VA**. Les nationalistes flamands n'ont jamais voulu d'un stade

## ■ Que va faire Anderlecht?

A priori, la décision de l'UEFA ne change pas grand-chose pour le Sporting d'Anderlecht. Le club a signé une convention d'occupation du stade avec le promoteur Ghelamco, lequel veut poursuivre le projet, Euro 2020 ou non. Le hic c'est qu'en février dernier, le Sporting s'est rebiffé et n'en démord pas: *«Dans sa configuration actuelle, ce stade ne répond pas à nos attentes, nous ne ferons pas d'autre commentaire»*, nous a indiqué David Steegen, porte-parole des Mauve et Blanc.

Reste que le projet pourrait être modifié suite à la décision de l'UEFA. L'Union belge de football dit pouvoir se contenter d'un stade de 45.000 places pour faire jouer les Diables Rouges. 45.000 places au lieu des 60.000 prévues initialement (une capacité démesurée pour un club comme Anderlecht), voilà qui pourrait intéresser le Sporting. Mais apparemment, ce n'est pas la question de la capacité qui dérange le club

national et encore moins en terres flamandes.

Mal fagoté, le projet aurait dû disposer du concours de toutes les forces politiques: depuis le départ, la Région bruxelloise aurait été avisée d'embarquer les libéraux poids lourds dans son aventure. Ainsi aurait-il été utile que Rudi Vervoort et Guy Vanhengel embarquent des personnalités comme Didier Reynders et, plus tard, Charles Michel dès la genèse du projet. Car on peut le tourner dans tous les sens, **Alain Courtois ne dispose pas du poids politique suffisant** pour faire

mais bien son concept, le déficit «d'expérience» pour le supporter, les VIP, etc.

Le dossier de l'agrandissement du stade Constant Vanden Stock est au point mort. La commune d'Anderlecht se prépare d'ailleurs à ce départ et a présenté récemment une étude sur la réaffectation du stade. Il n'y a donc pas vraiment d'alternative. Et encore moins quand on sait que Ghelamco est candidat au rachat du RSC Anderlecht. Et même donné favori par certains. S'il devait l'emporter, la question serait réglée: Anderlecht irait au parking C et le projet serait sans doute revu pour répondre aux besoins à la fois du Sporting et de l'Union belge en termes de capacité, d'infrastructures, de confort...

Problème: à Anderlecht, certains ne veulent pas de Ghelamco comme repreneur. Notamment des actionnaires minoritaires comme Johan Beerlandt, l'homme fort de Besix et grand concurrent de Ghelamco. On en saura plus d'ici la fin de l'année, échéance fixée par le conseil d'administration du RSCA pour entériner la reprise du club.

bouger un projet qui nécessitait d'être porté par tous. La crédibilité de la Ville de Bruxelles a été largement entamée par le scandale du Samusocial – avec la chute de Mayeur et la mise à l'écart de Laurette Onkelinx, Bruxelles-Ville pèse politiquement beaucoup moins lourd qu'auparavant.

Ajoutez à cela le jeu d'opposition de DéFI et du cdH qui, bien que présent à la Région bruxelloise, n'ont eu de cesse de critiquer le projet, et vous constaterez que politiquement, l'Euro 2020 à Bruxelles, c'était mort-né.

**BUX**